

Séminaire régional Réseau Acteurs intégration Grand Est

04 décembre 2025

Accueil

Intervention Emmanuelle MOREL -
Chargée de mission DREETS Grand Est

Déroulement

- Accueil
 - Emmanuelle MOREL – Chargée de mission DREETS
- Introduction aux politiques territoriales
 - Murielle MAFFESSOLI – Directrice ORIV
- Présentation de la plateforme de l'offre de formation linguistique du CARIF-OREF
 - Anne-Laure HENRY et Laurent LAGUERRE
- Enjeu des politiques territoriales d'intégration et présentation du dispositif CTAI
 - Murielle MAFFESSOLI – Directrice ORIV
- Témoignage du CTAI d'Épinal
 - Marine DANIEL, Directrice des Solidarités | Directrice CCAS - Ville d'Épinal et Lara GEHIN, Chargée de projets sociaux et solidaires
- Présentation de structures
 - ASAE Francas, présentation par BUTSANKALURI Lilia

Politique territoriale d'intégration

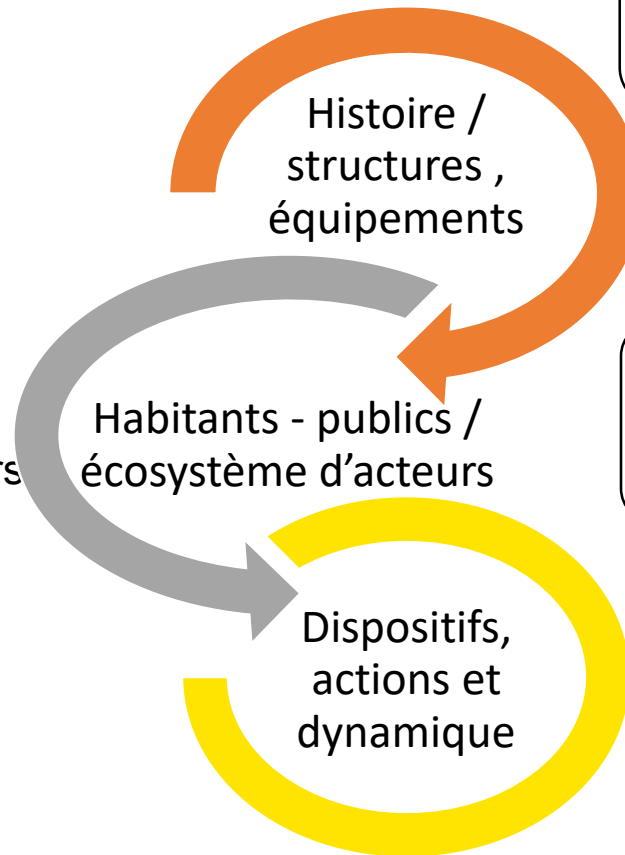
Intervention Murielle MAFFESSOLI,
Directrice ORIV

Éléments clés des politiques territoriales

- Plusieurs éléments entrent en ligne de compte (vision 360°):

- L'histoire du territoire
- Les caractéristiques socio-démographiques des habitants
- Les structures / les équipements
- L'écosystème des acteurs
- Les actions existantes et dispositifs
- Les dynamiques existantes

- Chaque territoire a de fait une réalité différente.
- Une politique adaptée.



Analyse du territoire
et des publics :
constats, dynamiques
(AFOM)

Logique du système
acteurs : missions,
état des lieux ...

Stratégie : animation /
pilotage,
coordination, sens
(cohérence, complément...)
coopération,
mobilisation...

Outil entre acteurs / pour les publics : plateforme CARIF-OREF

Interventions Anne-Laure HENRY,
Référente métier base Carif offre de
formation et Laurent LAGUERRE,
Gestionnaire base Offre de Formation
– Conseil régional

Politique territoriale d'intégration

Intervention Murielle MAFFESSOLI,
Directrice ORIV

La politique d'intégration : une politique nationale aux politiques territoriales...

- Une différence entre la politique d'immigration (gestion des flux, entrées-sorties) et la politique d'intégration.
- La politique d'intégration est mise en œuvre sur le plan national (ministère de l'Intérieur et sur les services déconcentrés ainsi que l'OFII) / compétence régalienne.
- La déclinaison territoriale de la politique d'accueil et d'intégration des étrangers en France est confiée aux préfets.
- L'objectif de la politique publique d'intégration est de faciliter l'accès des étrangers à l'autonomie et la mobilisation des politiques publiques (droit commun).
- De fait les collectivités territoriales, par l'exercice de leurs différentes compétences, participent à l'intégration des personnes étrangères primo-arrivantes dans la mesure où les personnes sont sur le territoire. Les étrangers primo-arrivants et, plus largement les immigrés, vivent sur un territoire (citoyen), dans une logique de proximité.

La politique d'intégration : une politique nationale aux politiques territoriales...

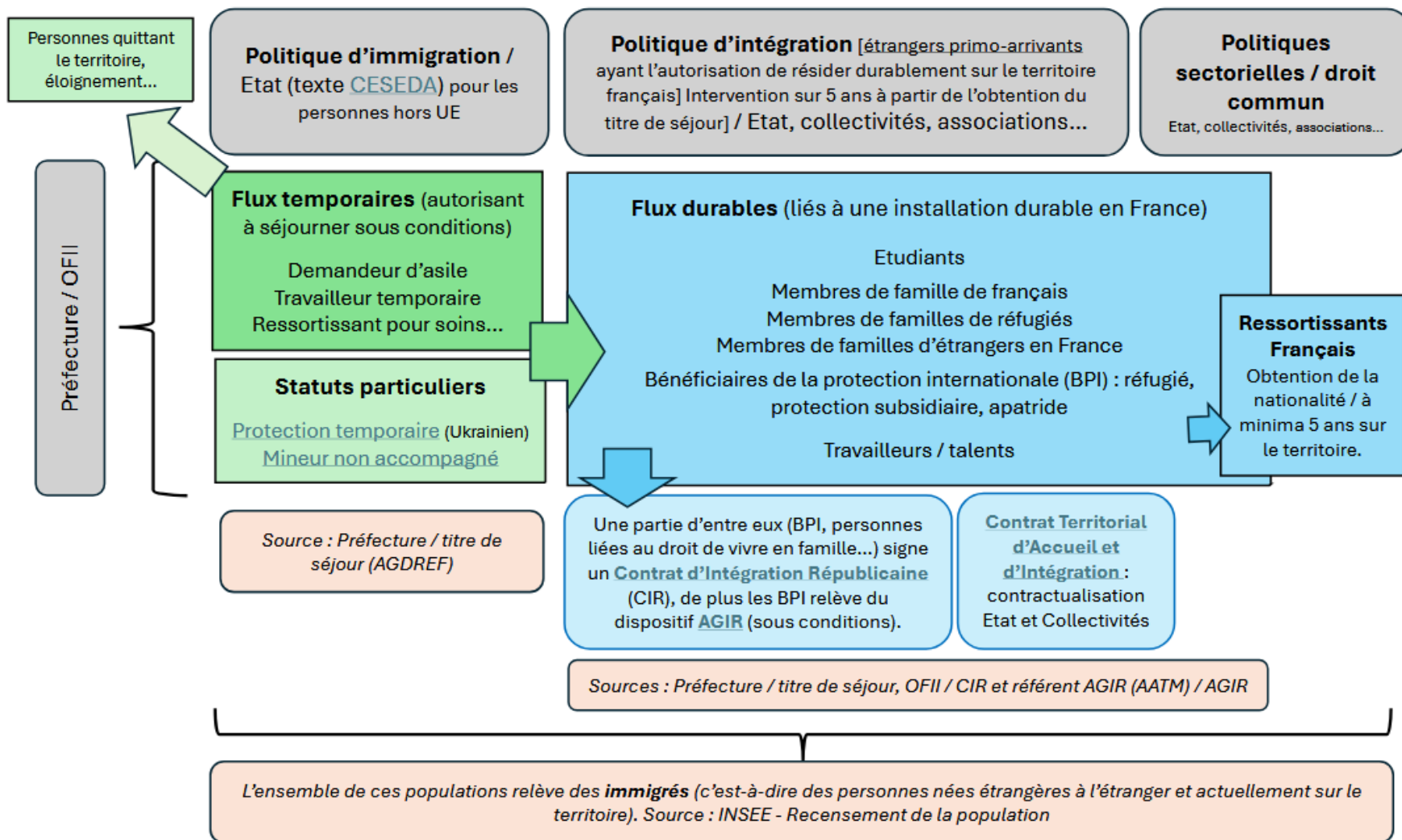
- La place des collectivités et, plus largement les partenaires de l'Etat, a pris une place différente en fonction des périodes et des logiques d'installation sur les territoires (emploi, lien familial, logements, puis impact du dispositif national d'accueil).
- A plusieurs reprises l'Etat a exprimé sa volonté de co-construire la politique d'intégration avec les collectivités territoriales ou localement (PRIPI,...).
- Un changement majeur de la politique de l'intégration en 2006 via Contrat d'accueil et d'intégration puis devenu le Contrat d'intégration républicaine. La logique de cibler les moyens spécifiques auprès des étrangers primo-arrivants (entendu comme les personnes ayant obtenu un titre de séjour permettant de résider durablement sur les 5 premières années).
- Quelque soit les orientations mises en avant : un élément incontournable, le besoin d'une articulation des actions (associations, Etat, structures...) pour assurer le processus d'intégration.

Rappel des politiques territoriales d'intégration antérieurement ...

- 1983 à 2000 : Contrat d'agglomération puis Contrat local pour l'accueil et l'intégration (CLAI)
 - Objectif : coordonner des actions conduites au sein des collectivités territoriales souhaitant agir sur l'intégration des populations immigrées.
 - Convention conclue entre l'Etat et une collectivité (villes moyennes ou rurales ne relevant pas de la politique de la ville) pour une durée de 3 ans.
- 1990 : Sites pilotes pour l'intégration
 - Circulaire du 25 juillet 1990, 60 sites.
 - Objectif : poser les jalons d'une politique d'intégration territorialisée venant abonder la politique de la ville.
 - Evolution : dimension transversale de l'intégration dans la contractualisation de la politique de la ville. Les contrats de ville 2024-2030 : volonté d'articuler un CTAI avec le contrat de ville (annexe).
- 1996 (expérimentation) puis élargissement en 2003-2014 : Agent de développement local pour l'intégration
 - Cofinancement d'un poste entre Etat et une collectivité (cf. circulaire du 18 septembre 2003).
- 2005 : mise en œuvre des PRIPI et PDI.

Schéma synthétique des personnes étrangères nées à l'étranger de pays tiers

Situation des personnes étrangères nées à l'étranger donc relevant d'une migration humaine internationale / principes de base (pour les personnes séjournées plus de trois mois sur le territoire). Sachant que la situation est très différente entre les ressortissants des pays tiers et ceux de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen et de la Suisse (traité de Schengen – circulation des personnes).



■ Mobiliser les collectivités territoriales en faveur de l'intégration des étrangers primo-arrivants

- Dispositif existant depuis 2019.
- Initialement mis en place par la DIAIR (bénéficiaires de la protection internationale) puis en 2021, un élargissement auprès de tous les étrangers primo-arrivants (DIAIR et DIAN).
- Enjeu : co-construction une politique en commun sur un territoire.
- Objectif : améliorer l'accueil et l'intégration des étrangers primo-arrivants (logique de parcours d'intégration).
- Public concerné : les étrangers primo-arrivants, signataires d'un Contrat d'Intégration Républicaine / Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.
- Actions éligibles : la plupart des domaines de la vie quotidienne, avec toutefois une obligation l'apprentissage de la langue française et une recommandation par rapport le logement.
- La signature d'un CTAI est un indicateur de la politique prioritaire du gouvernement au titre de la politique d'intégration.

La mise en œuvre des CTAI

■ Modalités

- Une démarche de co-construction de la convention entre les services de la collectivité et ceux de l'Etat.
- Un diagnostic partagé qui permet d'identifier les actions publiques à approfondir : accès aux soins, au logement, à l'apprentissage du français, à l'emploi mais aussi parentalité, inclusion numérique, mobilité et liens avec la société civile.
- Une convention annuelle ou pluriannuelle / une demande de subvention annuelle.
- Une logique de co-financement (Etat / collectivités).
- Une délégation des financements à la collectivité contractualisé : financement des actions par des associations et la collectivité.
- Des moyens complémentaires au titre du BOP 104 sur la base de programme d'actions annuelles validées par l'Etat et d'autres dispositifs. Les bénéficiaires de la protection internationale relèvent également du dispositif AGIR (Accompagnement global et individualisé des réfugiés).
- Un enjeu d'articulation aux autres démarches (ex : OEPRE) ou les contractualisations (contrats de ville).
- Un enjeu d'évaluation : efficience et plus value par rapport à l'existant.

■ Poursuivre la généralisation des CTAI

- En 2024, 73 territoires sont engagés dans un CTAI (44 l'an précédent) dans 52 départements (dont 32 nouvelles contractualisations).

■ Les territoires ayant signé un CTAI en 2025 ou précédemment

- Département de l'Aube (10)
- Ville de Sainte-Menehould (51)
- Ville de Vitry-le-François (51)
- Ville de Chaumont (52)
- Grand Nancy (54)
- Ville de Metz (57)
- Ville et Eurométropole de Strasbourg (67)
- Ville de Colmar (68)
- Ville de Mulhouse (68)
- Ville d'Epinal (88)

■ Les projets en cours

- Ardennes Métropole (08)
- Ville de Langres (52)

Politique territoriale d'intégration

Témoignage du CTAI d'Epinal, Marine
DANIEL, Directrice CCAS de la Ville
d'Epinal

Connaissance de structure

Zoom sur l'association Francas ASAE

Ressources et actualités

- **Ressources :**
<https://www.oriv.org/publication/reseau-des-acteurs-de-lintegration-en-grand-est/>
- **Calendrier**
- Fin janvier 2026 : accès aux droits et titre de séjour (actualités).



Resources "Intégration"

NOVEMBRE 2025

Ce document est réalisé par l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, au titre de sa fonction d'animation du réseau des acteurs de l'intégration en Grand Est. Il vous propose une sélection de ressources publiées sur les thématiques de l'immigration, de l'intégration, de la lutte contre les discriminations...

IMMIGRATION

INSEE, **Immigrés et descendants d'immigrés**, 18 novembre 2025, *Insee Références*



En 2024, 7,6 millions d'immigrés vivent en France hors Mayotte, soit 11,2 % de la population. Les personnes immigrées sont nées à l'étranger avec une nationalité étrangère, mais ont pu acquérir la nationalité française par la suite : 34 % des immigrés vivant en France hors Mayotte en 2024 possèdent la nationalité française.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8612512?sommaire=8612596>

Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Etrangers en France, **Guide du demandeur d'asile**, octobre 2025



Le guide du demandeur d'asile a pour but d'offrir au demandeur, dès son entrée sur le territoire français, des informations claires et complètes sur la procédure d'asile, son cadre juridique, les démarches à accomplir pour y accéder, ainsi que ses droits et obligations.
<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Asile/Le-guide-du-demandeur-d-asile>